

## **GE\_GERICHTE ACST/12/2018 vom 5. Juni 2018**

GE Cour de justice, 2018-06-05, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_ACST\\_12\\_2018](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ACST_12_2018)

FR: GE\_GERICHTE ACST/12/2018 du 5 juin 2018

IT: GE\_GERICHTE ACST/12/2018 del 5 giugno 2018

### **Erwägungen**

#### **E. 1**

L'examen de la recevabilité du recours est reporté à l'arrêt au fond, étant précisé qu'il n'apparaît pas *prima facie* que les conditions de recevabilité ne seraient pas remplies.

#### **E. 2**

Les mesures provisionnelles, y compris sur effet suspensif, sont prises par le président ou le vice-président ou, en cas d'urgence, par un autre juge de la chambre constitutionnelle (art. 21 al. 2 et 76 de la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985 - LPA - E 5 10).

#### **E. 3**

a. Selon l'art. 66 LPA, en cas de recours contre une loi constitutionnelle, une loi ou un règlement du Conseil d'État, le recours n'a pas d'effet suspensif (al. 2) ; toutefois, lorsqu'aucun intérêt public ou privé prépondérant ne s'y oppose, la juridiction de recours peut, sur la demande de la partie dont les intérêts sont gravement menacés, restituer l'effet suspensif (al. 3). D'après l'exposé des motifs du projet de loi portant mise en œuvre de la chambre constitutionnelle, en matière de recours abstrait, l'absence d'effet suspensif automatique se justifie afin d'éviter que le dépôt d'un recours bloque le processus législatif ou réglementaire, la chambre constitutionnelle conservant toute latitude pour restituer, totalement ou partiellement, l'effet suspensif lorsque les conditions légales de cette restitution sont données (PL 11311, p. 15).

b. Lorsque l'effet suspensif a été retiré ou n'est pas prévu par la loi, l'autorité de recours doit examiner si les raisons pour exécuter immédiatement la décision entreprise sont plus importantes que celles justifiant le report de son exécution. Elle dispose d'un large pouvoir d'appréciation, qui varie selon la nature de l'affaire. La restitution de l'effet suspensif est subordonnée à l'existence de justes motifs, qui résident dans un intérêt public ou privé prépondérant à l'absence d'exécution immédiate de la décision ou de la norme (arrêt du Tribunal fédéral 2C\_1161/2013 du 27 février 2014 consid. 5.5.1). Pour effectuer la pesée des intérêts en présence (arrêt du Tribunal fédéral 8C\_239/2014 du 14 mai 2014 consid. 4.1), l'autorité de recours n'est pas tenue de procéder à des investigations supplémentaires, mais peut statuer sur la base des pièces en sa possession (ATF 117 V 185 consid. 2b ; arrêt du Tribunal fédéral 1C\_435/2008 du 6 février 2009 consid. 2.3 et les arrêts cités).

L'octroi de mesures provisionnelles – au nombre desquelles figure l'effet suspensif (Philippe WEISSENBERGER / Astrid HIRZEL, *Der Suspensiveffekt und andere vorsorgliche Massnahmen*, in Isabelle HÄNER / Bernhard WALDMANN [éd.], *Brennpunkte im Verwaltungsprozess*, 2013, 61-85, p. 63) – présuppose l'urgence, à savoir que le refus de les ordonner crée pour l'intéressé la menace d'un dommage difficile à réparer (ATF 130 II 149 consid. 2.2 ; 127 II 132 consid. 3 =

- 6/8 - A/1673/2018 RDAF 2002 I 405). En matière de contrôle abstrait des normes, l'octroi de l'effet suspensif suppose en outre notamment que les chances de succès du recours apparaissent manifestes (Stéphane GRODECKI / Romain JORDAN, Code annoté de procédure administrative genevoise, 2017, n. 835 ss ; Claude-Emmanuel DUBEY, La procédure de recours devant le Tribunal fédéral, in François BELLANGER / Thierry TANQUEREL [éd.], Le contentieux administratif, 2013, 137-178, p. 167).

#### **E. 4**

a. En l'espèce, l'intimé ne fait pas valoir de motif spécifique rendant impératif que les dispositions litigieuses s'appliquent avant que leur conformité au droit n'ait été le cas échéant confirmée, soit au plus tôt dès l'entrée en vigueur, fixée au 1er janvier 2019, des autres dispositions, non contestées, du RRG. b. Il n'est assurément pas indifférent, pour les RG et leurs assurés, que les rentes servies par les RG soient garanties par l'État, ainsi que le prévoit explicitement l'art. 3 al. 2 LRG sans faire de distinction selon le types de rentes servies, ou ne le soient pas, comme le décrète l'art. 12 al. 1 RRG s'agissant des prestations des contrats visés par l'art. 8 RRG, à savoir des « contrats de réassurance ». La chambre de céans ne saurait en effet mettre en doute, à ce stade et à défaut d'explication démontrant le contraire, que – du moins suivant la portée de cette suppression de garantie étatique – les RG devraient constituer des provisions supplémentaires en couverture des risques accrus qu'elles devraient assumer du fait de cette suppression de garantie étatique et affecter ces provisions spécifiquement aux réserves mathématiques des rentes concernées, avec le double effet que cela pourrait se traduire par une diminution des provisions et réserves générales, au détriment des assurés des RG, et se répercuter négativement sur la notation et la réputation des RG sur les marchés financiers.

En l'état actuel du dossier, on ne discerne pas clairement si les contrats de réassurance improprement dite (ceux dits de « reprise de rentiers »), largement pratiqués par les RG avec l'aval de l'autorité de surveillance (soit le service de surveillance des fondations et des institutions de prévoyance, rattaché au DF), sont ou non englobés dans les « contrats de réassurance » visés par l'art. 8 RRG, donc, dans l'affirmative, ne bénéficieraient pas ou plus de la garantie de l'État, ou si cette suppression (ou exclusion) de garantie ne concerne que des contrats de réassurance proprement dits, que les RG indiquent n'avoir jamais pratiqués.

Sous l'angle des principes de la légalité et de la séparation des pouvoirs, il n'apparaît pas manifeste que les deux dispositions réglementaires précitées (soit les art. 8 al. 4 et 12 al. 1 RRG) puissent ne constituer que des normes d'exécution de la disposition légale ancrant, au-delà de l'affirmation d'un simple principe, la garantie de l'État pour les rentes servies par les RG (soit l'art. 3 al. 2 LRG), ni qu'une activité de réassurance proprement dite puisse être prévue et régie au seul niveau réglementaire. c. Quant à l'obligation, prévue par l'art. 9 RRG, d'introduire une clause d'adaptation dans les CGA, elle n'est certes pas nouvelle, dans la mesure où elle est

- 7/8 - A/1673/2018 reprise de l'art. 6 aRRG (ce qui ne l'immunise pas contre un recours abstrait dirigé contre le RRG, entièrement nouveau [arrêt du Tribunal fédéral 2C\_725/2010 du 31 octobre 2011 consid. 1.3]), que les RG disent n'avoir jusque-là pas appliqué. Sa contrariété avec l'art. 11 al. 4 LRG n'est au surplus pas flagrante, dès lors que, comme cette disposition-ci, l'art. 9 RRG reprend la « réserve du portefeuille existant », et qu'ainsi elle apparaît obliger les RG à effectuer ce que celles-ci sont habilitées à faire, et ce uniquement

pour des contrats futurs.

Toutefois, à la question de savoir si cette transformation d'une faculté en une obligation est compatible avec l'indépendance que la LRG reconnaît, dès son art. 1 al. 1, à cet établissement de droit public que constituent les RG s'ajoute celle de savoir si l'introduction unilatérale dans les contrats individuels et collectifs de rentes viagères des RG d'une clause d'adaptation des CGA respecte les dispositions de droit fédéral contenues à ce propos dans la LCA, telles qu'elles doivent le cas échéant être interprétées. Les RG invoquent au surplus que la mise en œuvre de l'art. 9 RRG générerait des complications pratiques liées au système de CGA dynamiques qu'elles ont adopté depuis novembre 2012. d. Ainsi que l'intimé l'a relevé, un effet suspensif ne saurait concerner que les dispositions attaquées, à savoir les art. 8 al. 4, 9 et 12 al. 1 RRG.

Sans doute est-il souhaitable et semble-t-il à ce jour possible que le recours soit instruit puis tranché avant le 1er janvier 2019. Toute réserve doit néanmoins être faite à ce propos. Par ailleurs, de par leur nature, les dispositions litigieuses sont de celles dont la mise en œuvre peut devoir être prévisible et préparée plusieurs mois à l'avance. e. Dans la pesée des intérêts en présence, touchant à des intérêts financiers susceptibles – non seulement pour les RG mais aussi leurs assurés actuels et futurs ou potentiels – d'être influencés par les modifications litigieuses, alors que le besoin de les adopter et de les mettre en œuvre rapidement n'apparaît pas s'être fait sentir de façon impérative, la chambre de céans considère qu'il se justifie d'accorder l'effet suspensif au recours.

#### **E. 5**

Il est rappelé, à toutes fins utiles, que la suspension des dispositions considérées qu'implique la présente décision sur effet suspensif doit être publiée dans la FAO (art. 9 du règlement d'exécution de la loi sur la forme, la publication et la promulgation des actes officiels, du 15 janvier 1957 (RFPP - B 2 05.01)).

#### **E. 6**

Le sort des frais de la procédure reste réservé jusqu'à droit jugé par une décision finale.

#### **LA CHAMBRE CONSTITUTIONNELLE**

accorde l'effet suspensif au recours A/1673/2018 des Rentes genevoises – Assurances pour la vieillesse contre les art. 8 al. 4, 9 et 12 al. 1 du règlement d'exécution de la loi

- 8/8 - A/1673/2018 concernant les Rentes genevoises – Assurances pour la vieillesse, adopté le 11 avril 2018 par le Conseil d'État ; dit que conformément aux art. 82 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF - RS 173.110), la présente décision peut être portée dans les trente jours qui suivent sa notification par-devant le Tribunal fédéral, par la voie du recours en matière de droit public ; le mémoire de recours doit indiquer les conclusions, motifs et moyens de preuve et porter la signature du recourant ou de son mandataire ; il doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14, par voie postale ou par voie électronique aux conditions de l'art. 42 LTF. La présente décision et les pièces en possession du recourant, invoquées comme moyens de preuve, doivent être joints à l'envoi ; communique la présente décision, en copie, à Me Adrien Alberini, avocat des recourants, et au Conseil d'État. Au nom de la chambre constitutionnelle : la greffière :

M. Niermaréchal

le juge délégué :

R. Martin

Copie conforme de cette décision a été communiquée aux parties.

Genève, le la greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.